**18 Genève Genève 19 Tribune de Genève** | Mercredi 28 octobre 2015 **Tribune de Genève** | Mercredi 28 octobre 2015

### Vie nocturne

# En Ville, la droite veut sanctionner l'Usine

**Entente, UDC et MCG** souhaitent mettre le lieu alternatif au pas suite à la manifestation et aux déprédations commises ce week-end

### Chloé Dethurens

Le conflit entre l'Usine et le Canton a envenimé les débats en Ville de Genève mardi soir. Les élus ont déposé quatre textes débattus en urgence. Alors que la gauche soutient la démarche du temple de l'alternatif, la droite veut le sanctionner: s'il n'obtient pas les autorisations demandées par l'Etat (lire notre édition du 27 octobre), les élus souhaitent que sa subvention soit bloquée. Si celle-ci a déjà été attribuée pour 2015, elle risque donc d'être âprement débattue lors du budget 2016, si le lieu culturel ne se met pas aux normes d'ici là

Le centre autogéré est en effet sommé par le Département de la sécurité et de l'économie (DSE) de demander une autorisation pour chacune de ses cinq buvettes, au lieu d'une actuellement, afin de se conformer à la nouvelle Loi sur la restauration, le débit de boissons, l'hébergement et le divertissement. Ce qu'elle refuse net. Mardi soir, suite aux déprédations commises ce week-end en marge d'une manifestation de soutien, les élus de la Ville, propriétaire du bâtiment et pourvoyeuse de subventions, se sont emparés du sujet.

Particulièrement remontée, la droite a déposé pas moins de trois textes afin de sanctionner le lieu culturel. Une résolution UDC demande que l'Usine «respecte la loi» et requiert les fameuses cinq autorisations demandées par le Canton. Tant que celles-ci ne seront pas obtenues, la subvention au théâtre devra être suspendue. Le texte PLR, lui, souhaite que le financement global attribué à l'Usine soit bloqué dans l'attente de sa mise en conformité et précise que les dégâts commis durant la manifestation de-



120 000 fr. au cinéma Spoutnik.

association désormais sortie de

l'association faîtière de l'Usine)

100 000 fr. au Théâtre de l'Usine.

Dons de la Loterie Romande

40 000 fr. pour le Théâtre de

l'Usine (construction d'un gradin,

30 000 fr. pour la salle de concert

du rez (renouvellement système

son, bloqué par le Canton), **F.G.** 

**Subventions du Canton** 

bloqué par le Canton).

325 000 fr. à PTR (concerts;

Outre le bénévolat, les buvettes et

les entrées pavantes, le centre et

subventions, que voici pour 2015,

454 684 fr. à l'association faîtière

(non monétaire, équivalent valeur

5000 fr. pour la salle de répétition

l'Usine (eau, gaz, électricité).

ses locataires touchent des

Subventions de la Ville

disposition des locaux).

colère de la droite. «Ces débordements sont inacceptables, tonne l'UDC Eric Bertinat. Il faut vivement des cinq autorisations, mais l'attitude de l'Usine est très désagréable.» Même colère côté MCG. «L'Usine est certes le symbole de l'alternatif, mais aussi du refus d'obtempérer, de la rébellion. Pourquoi traiter l'Usine de manière différente?» interroge Pascal Spuhler. Les textes visent à «accélérer les choses», note la PLR Natacha

Le MCG provoque le débat en ment. «L'Usine est un tout, la saudemandant, par le biais de sa mo- cissonner est une mauvaise rétion, que l'Usine serve à accueillir... ponse en matière de politique culles réfugiés syriens, «dans l'attente turelle.» Pour le conseiller adminisde mise à disposition de logements tratif, le blocage voulu par la droite, d'accueil standards». Le texte, acqu'il devra appliquer si l'hémicycle réagir. On aurait pu discuter du cas cepté par la droite hormis le PDC, l'accepte, ne servira à rien sauf «à n'a pas passé la rampe.

La gauche, elle, a tenté de défendre le lieu nocturne en déposant une autre motion demandant que l'Usine puisse conserver son mode de fonctionnement actuel, en ne demandant qu'une autorisation. Là aussi, l'hémicvcle a refusé d'entrer en matière. Magistrat socialiste en charge de la Culture, Sami Kanaan a

rappelé la position de son départe-

presse, le débat, particulièrement houleux, n'était pas encore terminé.

de nouveaux conflits».



notre dossier sur www.usine.tdq.ch

mettre de l'huile sur le feu et ouvrir

A l'heure où nous mettions sous



### Comité de soutien à Liliane Maury Pasquier et Robert Cramer

Premières personnes à adhérer: Esther Alder, Maire de Genève, Guylaine Antille, Cons Ruth Bänziger, Conseillère administrative à Onex, Marcellin Barthassat, architecte, Marie-Ange Barthassat, enseignante, Claude Baumgartner Langel, styliste, Michel Bavarel François Baertschi, ancien Maire de Lancy, Christian Bavarel, jardinier, Charles Beer, ancien Conseiller d'État, Benaouda Belghoul, travailleur social, Maria Bernasconi, Conseillèr ationale, Bernard Béroud, ingénieur, Jean-Luc Bideau, acteur, Marcela Bideau, dramaturge, Virginia Bjerjnes, ethnologue, Monique Boget, ancienne Maire de Meyrin, Damien Bonfanti, Conseiller administratif à Lancy, Fabienne Borel, sage-femme, Michel Borzykowski, musicien et médecin retraité, Muriel Bros, sage-femme, Isabelle Brunier, Députée t historienne, Christiane Brunner, ancienne Conseillère aux États, Maryelle Budry, Jean-Michel Bugnion, Député, Fabienne Bugnon, ancienne Conseillère nationale et Députée, Mathias Buschbeck, Député et assistant parlementaire, Marina Cabitza, étudiante, Boris Calame, Député, designer et écologue, Micheline Calmy-Rey, ancienne Présidente de la Confédération, Martin Carnino, assistant social, Prunella Carrard, Secrétaire générale adjointe au DIP, Ursula Cassani Bossy, Professeure à l'Université de Genève, Linda Chabal, Juge, Stéphanie Chanson, sage-femme, Anouchka Chenevard Sommaruga, Directrice de théâtre, Pascal Chobaz, ancien Maire de Lancy, Amelia Christinat-Petralli, ancienne illère nationale, Jean-Marie Crettaz, avocat, Jean-Claude Cristin, ancien Président du Grand Conseil et Maire d'Onex, Nils De Dardel, avocat et ancien Conseiller national, Yves De Matteis, Député, Danièle De Preux, sage-femme, Bertrand De Weck, ancien Directeur de l'École de culture générale Ella-Maillart, Roger Deneys, Député, Laurence Deonna, eporter-écrivaine-photographe, Isabelle Descombes, Directrice de l'Association des familles monoparentales, Gérard Deshusses, Vice-Président du Parti socialiste genevois, Erica Deuber Ziegler, Alpha Dramé, Secrétaire général d'Apprentissages sans frontières, Ruth Dreifuss, ancienne Présidente de la Confédération, Eric Dubouloz, Co-directeur Ecoservices SA, Thierry Durand, Conseiller administratif de Plan-les-Ouates, Pascal Emery, ancien Directeur du Collège et École de commerce Émilie-Gourd, Anne Emery-Torracinta, Conseillère d'État, Ornella Enhas, Conseillère administrative à Versoix, Henri Equey, retraité, Gabrielle Falquet, ancienne Maire de Vernier, Laurence Fehlmann Rielle, Conseillère nationale élue, abienne Fischer, avocate, Emilie Flamand-Lew, Députée, Sophie Forster Carbonnier, Députée, Christian Frey, Député et psychologue FSP consultant, Dominique Froidevaux, ecteur d'institution et sociologue, Andreas Fuhrer, employé de banque, Elisabeth Gabus-Thorens, Conseillère administrative à Confignon, Dan Gallin, syndicaliste, Maurice ardiol, Emmanuelle Gimenez Lemoine, psychiatre, Marie Golay, assistante sociale Alfonso Gomez, Président des Verts en Ville de Genève, Michel Grandjean, Professeur à Université de Genève, Edmond Gschwend, Prêtre retraité, Pierre Guérini, retraité, Aurore Guillerme, physiothérapeute, Esther Hartmann, psychologue, Shirin Hatam, Catherine Haus, Directrice d'école, David Hiler, ancien Président du Conseil d'État, Antonio Hodgers, Conseiller d'État, Valérie Hoffmeyer, architecte-paysagiste, Florian Irminger, responsable d'ONG, Michelle Jannet-Philippe, logopédiste, Laurent Jimaja, Conseiller administratif au Grand-Saconnex, Françoise Joliat, ancienne Maire de Confignon, Huguette Junod, crivaine, Uzma Kahmis Vannini, avocate et médiatrice, Sami Kanaan, Conseiller administratif en Ville de Genève, Jean-Michel Karr, Conseiller administratif de Chêne-Bougeries, Carole-Anne Kast, Maire d'Onex et Présidente du Parti socialiste genevois, Delphine Klopfenstein, Secrétaire générale des Verts genevois, Nicole Klopmann, aide-bibliothécaire, Sarah Klopmann, Députée et masseuse thérapeutique, Stefan Kristensen, philosophe, Yves Lador, consultant, Ariane Laroux, peintre et dessinateur, Stéphanie Lammar, Maire de Carouge, Mahesh Lancon, indépendant, Ferdinand Le Comte, ancien Maire de Presinge, François Lefort, Député, Philippe Lemoine, artiste et père au foyer, Florence Le Pen, entraineur sportif, Ueli Leuenberger, Conseiller national, Stéphanie Lods, ambulancière, Eliane Longet, marionnettiste, René Longet, ancien Maire d'Onex, Pierre Losio, incien Président du Grand Conseil, Anne Mahrer, Conseillère nationale, Patrizia Majocchi, sage-femme, William Makosso, juriste, Christophe Mani, Directeur d'institution sociale, Caroline Marti, Députée, Jalel Matri, commerçant, Pierre Maulini, Président du Conseil municipal de Carouge, Lisa Mazzone, Conseillère nationale élue, Pascal Mercier, Prêtre retraité, Nadia Méric, Secrétaire générale du Parti socialiste genevois, Josef Meyer, Maire de Jussy, Francette Meyer, ancienne Maire de Carouge, René-Simon Meyer, Président de l'Association du personnel de la Confédération. Isabelle Mili, musicienne. Cyril Mizrahi. Député et Président de la Fédération genevoise de personnes handicapées et de leurs oroches, Patrick Mohr, metteur en scène, Arnaud Moreillon, cadre, Laurent Moutinot, ancien Président du Conseil d'État, Salima Moyard, Députée et enseignante, Patrice Mugny, ancien Conseiller national, Chaim Nissim, ingénieur, Andràs November, Professeur honoraire à l'IHEID, Thierry Pellet, économiste, Frédérique Perler, Députée, Christiane Perregaux, Professeure honoraire à l'Université de Genève, Eric Peytremann, membre du comité de Contratom, Roger Pfund, Philippe Poget, ancien Maire de Satigny, Claude Poscia, enseignant, Angelina Pruncu Cutile, docteure en chimie, Serge Raemy, Vice-président du Conseil d'administration de l'IMAD, Frédéric Renevey, Maire de Lancy, Yves G. Reymond, graphiste-illustrateur (retraité), Jean-Charles Rielle, Député et médecin, Jacques Robert, syndicaliste UNIA, Yvan Rochat, Conseiller administratif à Vernier. Éric Rossiaud, Président de la CODHA, Léna Rusillon, ambulancière, Sandrine Salerno, Conseillère administrative en Ville de Genève, Andreas Saurer, médecin, Christine Sayegh, wocate et ancienne Présidente du Grand Conseil, Eliane Schneeberger-Gubler, physiothérapeute, Lydia Schneider Hausser, Députée, Sarkis Shahinian, Secrétaire général u Groupe parlementaire Suisse-Arménie, Carlo Sommaruga, Conseiller national, Andrienne Soutter, enseignante en biologie retraitée, Camille Stauffer, secrétaire juridique, Magali Steiner, sage-femme indépendante, Thierry Tanquerel, Professeur à l'Université de Genève, Caroline Thévoz-Chanson, sage-femme, Claire Torracinta-Pache, ancienne députée, Claude Torracinta, journaliste, Pierre-Alain Tschudi, Maire de Meyrin, Alain Vaissade, ancien Maire de Genève, Nicole Valiquer Grecuccio, Députée, Eric Vallélian, artiste mime, Anaïs Venturi, animatrice socio-culturelle, Nicolas Walder, Conseiller administratif à Carouge, Thomas Wenger, Député et Président de l'ATE-Genève, Jean Ziegl

Consultez la liste complète sur **www.geneveaberne.ch** 



«Non-respect», «sauvageons», «barbares»... Très en colère après les débordements de la nuit de samedi à dimanche, la droite veut sanctionner l'Usine et l'affiche «Fight for l'Usine». MAURANE DI MATTEO/PAOLO BATTISTON

### Usine contre Etat, un conflit idéologique? Réactions

Professionnels du spectacle, des concerts ou de la fête, ils réagissent au bras de fer entre l'Usine et le Canton

L'Usine peut-elle refuser de bonne foi sa mise aux normes administratives? L'Usine contre l'Etat (qui entend réguler les cinq buvettes du bâtiment), est-ce un conflit idéologique? Et tant qu'à faire, l'Usine, à quoi ça sert? Professionnels du spectacle, des concerts ou de Live Music, promoteur de de la fête, subventionnés ou pri-concerts: «Culture subventionvés, les acteurs de la place nous livrent leurs réactions.

Yan Roschi, programmateur débit de boissons et le divertisse- en étant subventionné.» concertation. Le statut de collectif grammatrice du Théâtre de ton s'en mêle, puisqu'il gère ses s'agit, pas de cafés-restaurants!» HUG offriront des rasages par un cantonal de la culture.»

culturelle à Genève: après la Nouvelle Comédie, l'Usine constitue un second terrain de bataille entre Ville et Canton. Est-ce un affrontement politique? A droite comme à gauche, je constate un manque de convictions. C'est déplorable: Ge-

la culture comme étendard.» Michael Drieberg, directeur née, il doit y avoir, bien qu'on en donne trop à mon avis. Et pas tant à l'Usine cependant. Vouloir sortir musique de La Gravière: «L'applide la marge? Ça doit exister! Mais alternative.» cation de la nouvelle Loi sur le onne peut se déclarer rebelle tout

Mathieu Bertholet, directeur tention. Mais ceux qui font ces lois du théâtre Le Poche: «Ce conflit ne fréquentent pas les lieux conparticulièrement bas.» est symptomatique de la gestion cernés. Personnellement, je n'y ai jamais croisé Pierre Maudet. Diffi-

Claude Ratzé, directeur de l'Association pour la danse contemporaine: «Le Canton considère que l'alternatif a disparu avec les squats, alors qu'il existe nève aurait grandement besoin de encore, et nie de la sorte une histoire culturelle genevoise récente, qui a lancé nos artistes importants. Le Canton devrait se rendre compte que la nouvelle génération, celle qui manifestait

cile pour lui de se faire une idée.»

Nejdi Hazami, directeur com-

vente de boissons: ses tarifs sont

Edouard Waintrop, directeur des cinémas du Grütli: «On a une fâcheuse tendance à privilégier le cinéma purement commercial contre le cinéma associatif, anrait plus à Genève sans le travai du Spoutnik à l'Usine.» Roland Le Blévennec, pro

grammateur du Chat Noir «L'Usine apparaît comme une zone de non-droit. Est-ce si grave? Je n'en suis pas convaincu. Ce qui sera dépensé pour se mettre dans samedi dernier en faveur de la normele sera au détriment d'un l'Usine, a hérité de cette culture ou deux groupes qui ne pourront qui importe: être dans les clous ou | moustache et ils sont tous mercial et marketing du club faire jouer deux groupes de plus? | appelés à la laisser pousser en ment (LRDBHD) manque de Myriam Kridi, ancienne pro- MoA: «Je comprends que le Can- Ce ne sont que de buvettes dont il | novembre. Dans cet esprit, les

propre à l'Usine n'est pas re- l'Usine, actuelle directrice du Fes- redevances. Cela dit, la probléma- Fiona MacPhail, présidente du barbier professionnel dans le connu. Est-ce la fin d'un système? tival de la Cité à Lausanne: «Au tique va dans tous les sens: on club MàD: «Tous les gérants sa- hall de l'hôpital, tous les lundis Une transition, en tout cas. La lieu de construire l'administratif édicte ainsi une loi qui permet à vent à quel point cela coûte cher matins de novembre. Bilans de lutte de l'Usine est emblématique, sur des expériences qui fonction- certains clubs de fermer à 8 heu- de tenir un lieu. L'Usine a des santé gratuits et inauguration du et peut servir à d'autres lieux. nent, on inverse le processus en res du matin tout en voulant ré-privilèges et pas nous? Le but, Centre du cancer de la prostate Mais il manque à ce conflit une imposant des cadres contrai- gler la question de l'Usine. Ce c'est que les gens aient accès à la sont également au programme médiation de la part du service gnants. Protéger certains métiers n'est en tout cas pas cette der-culture sans dépenser des mille et de cette grande campagne de avec des lois, voilà une bonne in- nière qui fera du cash avec la des cents.» **Fabrice Gottraux** sensibilisation sanitaire. **L.B.** 

### **Une réforme inquiète les** protecteurs de la nature

Des critiques fusent alors que Luc Barthassat projette une absorption de la Direction de la nature par celle de l'Agriculture

«Il va nous tuer la nature!» Pasionnée de la cause environnementale, Christina Meissner n'y va pas de main morte pour fustiger un projet de réorganisation du département de Luc Barthassat. Selon des informations circulant dans les milieux proches de l'environnement, le ministre compte placer l'une de ses sept directions générales, celle vouée à la nature et au paysage (DGNP), sous la houlette d'une autre, dédiée à l'agriculture. Le projet serait en passe les choses dans le dos du Grand d'être présenté au Conseil d'Etat.

Le patron de la DGNP reprenlrait la Direction générale de 'eau, dont le responsable a récemment démissionné. Son ancien dicastère passerait en mains du chef des questions agricoles. ions, il v aurait une véritable raionalisation avec des économies à la clé, commente Christina Meissner, députée UDC. Mais le projet de Luc Barthassat revient à mettre a Nature sous la tutelle de l'Agriculture. C'est clairement dirigé!» Les deux thématiques peuvent voir des intérêts divergents, par faune sauvage ruinent une ré-

Mais pour Christina Meissner, e n'est pas le seul hic: «Dans la ision passéiste de Luc Barthassat, la nature n'aurait sa place qu'en dehors de la ville. Or c'est justenent dans les zones urbaines, la moitié du territoire, que l'on doit geant la qualité de vie.» Autre crisont inscrites dans la loi, dont toute modification nécessite l'aval des députés. «On ne peut pas faire



tuer la nature!» LUCIEN FORTUNAT

Conseil, s'insurge l'élue. Il v a en outre l'aspect humain: on sent un grand désarroi dans les services concernés, qui auraient des solutions mais ne sont pas entendus.»

La Verniolane n'est pas la seule à froncer le sourcil: quatre assoécrit ce mois au Conseil d'Etat pour demander des éclaircissements. «L'optimisation des ressources de l'Etat n'est pas de no tre ressort, mais nous souhaite rions que cette réforme nous soit quiets, explique Sébastien Miazza, président de Pro Natura, exemple quand les ébats de la l'une des organisations signataires. Si la thématique de la nature est placée sous la direction de l'Agriculture, on peut craindre une dilution des compétences movens alloués à ce thème.»

Au nom du Département de l'environnement, des transports veiller à la nature alors qu'on veut et de l'agriculture (DETA), Thodensifier le bâti tout en ména- mas Putallaz précise que «cette tique: la DGNP et ses attributions toute transparence avec les collaborateurs». Le DETA ne souhaite pas commenter davantage ce dos-

### Hôpital **Prendre soin** de sa santé... et de sa moustache

Depuis douze ans, la fondation internationale Movember fait la promotion de la santé masculine. Le signe de ralliement des pas jouer dans l'année. Qu'est-ce hommes qui s'y associent est la

### Aéroport

C'est le nombre de vols, par jour à Cointrin, dont les trajectoires vont être adaptées dès le 31 mars 2016. La mise en place en Europe de nouvelles routes à haute altitude, qui contribuent à améliorer le niveau de sécurité et à diminuer la consommation de sions sur plusieurs aéroports. dont Genève et Bâle-Mulhouse. Mais il n'y aura pas d'impact notable pour les riverains, relève Bertrand Stämpfli, porte-parole de Genève Aéroport, les nouvelles trajectoires empruntant des routes déjà existantes. **X.L.** 

## 30% SUR TOUT L'ASSORTIMENT DE VÊTEMENTS POUR BÉBÉ ET ENFANT.



OFFRE VALABLE JUSQU'AU 2.11.2015, JUSQU'À ÉPUISEMENT DU STOCK









